

[Text]

were here they mentioned your organization, I think. Perhaps the committee is not familiar with the kind of network you represent.

Mr. Vandezande: Thank you. Before it was submitted to the federal government, CPJ's budget proposal was supported by spokespersons for all the churches in Canada across the spectrum. It was endorsed by the Canadian Conference of Catholic Bishops, Social Affairs Commission, by the United Church of Canada, the Anglican Church, the Presbyterian Church, the Mennonite Central Committee, the Christian Reform Church and other churches, as well as the Rev. Brian Stiller, the executive director of the Evangelical Fellowship of Canada, which is an ecumenical organization representing about 25 evangelical denominations across Canada.

• 2105

In addition to that, since then a number of non-church groups have also endorsed our proposal, and others are forthcoming. We are very thankful for that public endorsement. We are told it is the first time since World War II, at least, that all of the churches in Canada have publicly endorsed or advocated that the government should seriously consider the kind of budget proposal we put forward. We are kind of pleased that has happened, and we hope the government will see fit to join in our endorsement as well.

Ms Mitchell: I just had a couple of points related to your specific proposals for child care. I know that you have seen child care as part of job creation in the job creation side of your proposal, and certainly I agree with the need for a guaranteed income. But I am not sure I agree with the fact that you say on page 3:

Government payments towards child care, including the care of a child at home, should go directly to parents, who could redeem the grant through various channels.

If we had lots of money to do everything I do not think I would be questioning this, but the fact is there is no guarantee if the money goes directly to the parent that the child care system will be maintained—and particularly the non-profit, high-quality child care system, which needs to pay adequate salaries, and so on. Well, any day care centre should pay adequate salaries.

I think there are a lot of groups which have appeared before us which are very, very concerned that the government perhaps should have a first responsibility to help fund spaces in child care so there will be adequate, high-quality, accessible child care that can be used by parents, and in particular by low-income parents who need an enriched program and where evidence shows that if they get a head-start in pre-school years they can avoid many of the later problems of adolescence.

[Translation]

souviens que lorsque les évêques catholiques sont venus ici, ils ont parlé de votre organisation. Le Comité n'est peut-être pas tout à fait au courant de l'étendue du réseau que vous représentez.

M. Vandezande: Merci. Avant d'être présenté au gouvernement fédéral, le projet de budget élaboré par le CPJ a été appuyé par les représentants de toutes les églises canadiennes, quelle que soit leur tendance. Cette proposition a été approuvée par la Conférence canadienne des évêques catholiques, la Commission des affaires sociales, l'Eglise unie du Canada, l'Eglise anglicane, l'Eglise presbytérienne, le Comité central mennonite, la *Christian Reform Church* et d'autres églises, ainsi que par le révérend Brian Stiller, directeur exécutif de la Conférence évangélique du Canada qui est une organisation oecuménique représentant à peu près 25 confessions évangéliques dans l'ensemble du Canada.

En plus, depuis lors, un certain nombre de groupes autres que des églises ont également ratifié notre projet, et d'autres groupes sont en passe de le faire. Nous sommes très heureux de cet appui de la part du public. On nous a dit que c'est la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, au moins, que toutes les églises du Canada se sont publiquement déclarées en faveur de l'adoption, par le gouvernement, du type de proposition budgétaire que nous avons présentée. Nous sommes assez satisfaits de cela et nous espérons que le gouvernement, lui aussi, acceptera notre projet.

Mme Mitchell: J'avais simplement une ou deux précisions à apporter à vos propositions en matière de garde d'enfants. Je sais que vous considérez que la garde d'enfants fait partie du projet de création d'emplois que vous rédigez et je crois comme vous, qu'il conviendrait d'adopter le concept du revenu garanti. Je ne suis cependant pas certaine d'être d'accord avec ce que vous dites à la page 3:

Les subventions gouvernementales en matière de garde d'enfants, y compris de la garde d'enfants en milieu familial, devraient aller directement aux parents qui pourraient, de divers moyens, toucher les sommes qui leur sont accordées.

Si nous avons assez d'argent pour tout faire, je ne pense pas que je ferais cette observation, mais en versant l'argent directement aux parents, rien ne garantit que la somme aboutira dans le système de garde d'enfants et notamment dans le système des garderies de qualité et à but non lucratif qui doit assurer un niveau satisfaisant de salaires, etc. Bien sûr, toute garderie devrait payer des salaires suffisants.

Je pense que beaucoup de groupes ayant comparé devant nous désirent que le gouvernement subventionne, en priorité, les places de garderie afin de garantir aux parents l'accès à un système de garderies de qualité, et notamment les parents à revenu modeste qui ont besoin d'aide supplémentaire, car il semble évident que lorsque les enfants sont élevés dans des conditions satisfaisantes au cours de leurs années pré-scolaires, ils sont plus en mesure d'éviter les problèmes qui surgissent parfois au cours de l'adolescence.